



Social- démocratie ou démocratie révolutionnaire:

Syriza et nous

Michael A. Lebowitz, août 2015

Tous les yeux de la gauche sont fixés sur la Grèce. Non pas pour l'intérêt général des contradictions du capitalisme dans le contexte de cette crise particulière mais en raison de [Syriza](#)..

Malheureusement, ce que nous observons n'est pas unique à Syriza. L'histoire a existé avant, et l'histoire va inévitablement se reproduire à nouveau si nous n'en tirons pas les enseignements.

Plutôt que de débattre sur des arguments de personnes (beaucoup d'entre eux sont de bons camarades) qui peuvent avoir des vues différentes, je pense qu'il est essentiel d'essayer de comprendre comment cela est arrivé et pourquoi.

Permettez-moi de commencer en énonçant mes remarques préliminaires, qui peuvent suffire pour tracer une ligne rouge entre mon argumentation et celle de quelques autres :

1. Depuis plusieurs années, Syriza a été l'espoir de la classe ouvrière en Grèce, en Europe et dans tous les pays qui souffrent du néolibéralisme et de l'austérité.

Il envoyait le message qu'une meilleure opposition était possible ; et pour cela il était une inspiration pour les luttes anti-austérité similaires (en particulier, celle de Podemos en Espagne).

2. Le capitalisme européen et grec était déterminé à tuer ce messenger. En conséquence, il a été et est implacable dans sa détermination à envoyer un message tout à fait différent : TINA (- There Is No Alternative), il n'y a aucune alternative au néolibéralisme et à l'austérité.

3. En dépit de son programme en tant que parti, de la plate-forme sur laquelle il a été élu pour gouverner, et du fort vote populaire approuvant son rejet des demandes du capitalisme européen, le gouvernement Syriza a totalement capitulé et accepté un statut colonial pour la Grèce.

4. Il n'est jamais trop tard (ou trop tôt) pour libérer la puissance créatrice des masses.

<http://www.socialistproject.ca/bullet/1149.php> autres sites : <http://links.org.au/node/4538>
<https://www.popularresistance.org/social-democracy-or-revolutionary-democracy-syriza-us/>

La construction de Syriza

Syriza n'est pas tombé du ciel. Il a pris forme à la suite d'un processus dans lequel différents groupes politiques ont acquis une expérience à travailler ensemble.

Commençant en particulier par un espace pour le dialogue au début du siècle et en continuant avec les développements et les manifestations dans le Forum social et dans la lutte commune contre le néolibéralisme et l'austérité, la Coalition de la gauche radicale (Syriza) a émergé – à l'intérieur de [Synaspismos](#) (l'ancienne formation eurocommuniste), là où trotskystes, maoïstes et formations environnementales ont trouvé un intérêt commun à travailler ensemble.

Et cette coalition a attiré les jeunes en particulier par son soutien aux luttes dans les rues dans le cadre du Forum social (mobilisés par les slogans «*le peuple avant le profit*» et «*un autre monde est possible*»), et il est apparu de plus en plus (*essentiellement*) comme un pôle d'attraction où le peuple rejette les plans néolibéraux et d'austérité portés autant par les gouvernements de droite que par ceux de la social-démocratie, et imposés suivant les préceptes de la Troïka.

Lors des [élections de Juin 2012](#), Syriza a reçu près de 27 pour cent des voix et est devenu le principal parti d'opposition à la coalition gouvernementale de droite et des partis sociaux-démocrates.

Syriza n'est pas non plus tombé du ciel en ce que son point de vue reflète les idées du socialisme du 21e siècle.

Son document fondateur en tant que parti unitaire [en Juillet 2013](#) déclarait qu'un autre monde est possible, le monde du socialisme avec la démocratie et la liberté, le monde où les besoins des gens passent avant le profit.

Il y avait le rejet explicite du capitalisme mais aussi l'insistance (*essentielle*) que l'alternative socialiste est «*indissociablement liée à la démocratie*» - une conception de la démocratie dans laquelle les travailleurs peuvent planifier, gérer et contrôler dans le but de satisfaire les besoins sociaux, une démocratie non seulement formelle, mais qui intègre nécessairement la démocratie directe avec la participation active de tous.

Notre objectif, déclarait le Congrès fondateur de Syriza, est le socialisme du 21e siècle, et cette déclaration implique que cet objectif vous oblige à marcher sur les deux jambes - à la fois pour prendre l'état actuel et inverser les politiques de soutien du capital, et aussi pour développer et cultiver les éléments d'un nouveau socialisme basé sur l'autonomie du gouvernement depuis la base. [1]

Particulièrement urgente, bien sûr, était la nécessité de défaire les mémorandums politiques et de changer le gouvernement, compte tenu de la misère que ceux-ci imposaient au peuple grec.

En conséquence, dans sa résolution politique, Syriza a déclaré qu'il annulerait les mémorandums et leurs lois d'application, mettrait le système bancaire sous le contrôle du secteur publique, annulerait les privatisations prévues et le pillage de la richesse du secteur publique, ferait réembaucher tous les employés de l'État qui avaient été licenciés, et renégocierait les contrats de prêts en annulant leurs conditions onéreuses, cela se faisant suite à un audit de la dette.

Nous nous engageons, avait promis Syriza, à lutter contre toutes les menaces possibles et le chantage des prêteurs avec tous les moyens possibles que nous pouvons mobiliser, et nous sommes certains que le peuple grec nous soutiendra. Comme son vieux slogan, "aucun sacrifice pour l'euro", la priorité absolue de Syriza était d'empêcher une catastrophe humanitaire, de répondre aux besoins sociaux, et de ne pas se soumettre aux obligations prises par les autres.

Pour construire la nouvelle économie fondée sur la solidarité sociale, cependant, il fallait plus que la rupture nécessaire avec les politiques néolibérales de l'État à tous les niveaux du gouvernement.

Une rupture plus profonde était nécessaire pour une régénération socialiste - rupture avec une société caractérisée par le patriarcat, rupture avec les conduites qui entraînent la destruction écologique, rupture avec la subordination à chaque élément du marché. Et c'était là, la leçon enseignée par le mouvement social et politique à travers ses luttes dans les rues, ses manifestations, les réseaux de solidarité sociale et les initiatives basées sur la désobéissance.

Le programme déclarait que Syriza avait appris avec la participation de ses forces dans toutes ces formes de mouvements sociaux. Il avait appris la nécessité d'un mouvement autonome large dans lequel la démocratie directe se développe, et qu'il reconnaît la nécessité de réformer l'ensemble des gouvernements locaux, et de nourrir les formes d'auto-organisation populaire qui peuvent systématiquement faire pression sur les institutions.

Pour créer l'espace dans lequel le poids de décision de la base pourra s'épanouir, la résolution politique avait déclaré que le gouvernement Syriza introduirait le concept et la pratique de la planification démocratique et le contrôle social à tous les niveaux du gouvernement central et local, et que la démocratie serait promue dans le milieu de travail à travers des conseils ouvriers composés de représentants élus par les travailleurs, et révocables par les travailleurs. Cela était la deuxième jambe avec laquelle Syriza pensait avancer - favorisant les cellules d'un nouvel état socialiste régénéré par la base.

Mais Syriza a aussi appris une autre leçon à travers sa participation directe dans les mouvements sociaux et politiques - l'importance d'un parti unifié, de masse, démocratique, de multiples tendances. Se dessinant à travers des courants communistes, radicaux, régénération, anticapitaliste, féministe radical, gauche écologie, révolutionnaire et libertaire, Syriza a souligné l'importance du respect des différences internes inévitables et donc la nécessité de veiller à ce que les différents avis politiques soient représentés dans la pratique de la démocratie interne. Tout comme il avait appris, en participant aux mouvements, à respecter pleinement les opinions opposées, de même a-t-il cherché à l'appliquer en interne. Le congrès fondateur avait déclaré que Syriza, "devait chercher systématiquement à être un modèle de la société qu'il cherche à construire."

Le chemin (*la voie*) de la démocratie sociale

Quelque chose survint, cependant, à l'approche des nouvelles élections. En Septembre 2014, Syriza présentait son programme électoral, le [Programme de Thessalonique](#). Comme dans ses positions antérieures, le programme soulignait la nécessité d'un nouveau gouvernement qui remettrait en cause les exigences d'austérité néolibérales de la Troïka et, en particulier, permettrait de réduire la dette. Pourtant, il y avait des différences évidentes. Il n'y avait aucun engagement à annuler les mémorandums et leurs lois d'application, aucun appel à la nationalisation des banques, aucune déclaration sur les privatisations planifiées ni que le pillage de la richesse publique serait annulée. En effet, il n'y avait aucune critique explicite du capitalisme.

En lieu et place de toute mesure anti-capitaliste (et encore moins, socialiste) il y avait un Plan de Reconstruction Nationale articulé sur le redémarrage de l'économie grecque par l'investissement public et la réduction d'impôt pour la classe moyenne. Reprise et croissance (avec un moratoire négocié sur le service de la dette) sauveraient l'économie grecque et lui permettraient de 'progressivement' inverser toutes les

<http://www.socialistproject.ca/bullet/1149.php> autres sites : <http://links.org.au/node/4538>
<https://www.popularresistance.org/social-democracy-or-revolutionary-democracy-syriza-us/>

injustices des mémorandums, et 'progressivement' rétabliraient les salaires et pensions et reconstruiraient l'Etat-providence.

Economiquement, le Programme de Thessalonique était construit sur des théories keynésiennes (même pas postkeynésiennes), et il complétait l'accent mis sur la stimulation par la demande globale avec des mesures proposées pour faire face à la crise humanitaire (par exemple, subventions pour les repas, l'électricité, les soins médicaux et le transport en commun pour les pauvres et les chômeurs).

Bien qu'il y ait peu de signes d'un début de détermination à utiliser l'Etat pour mener des incursions contre le capitalisme, le Programme de Thessalonique suggérait la possibilité d'introduire des mesures favorables au développement des cellules d'un nouvel Etat. Il était promis qu'un gouvernement Syriza autoriserait la participation démocratique des citoyens (incluant les institutions de démocratie directe) et introduirait des mesures démocratiques telles le veto populaire, et l'initiative populaire à s'exprimer dans un référendum.

D'importantes ouvertures démocratiques étaient promises, mais, encore une fois, aucun engagement anticapitaliste (comme l'aurait été la constitution de conseils des travailleurs, et le contrôle par les travailleurs). Tout dans le programme électoral était compatible avec le soutien au capitalisme. La proposition contenue dans ce programme était de marcher sur deux jambes vers la social-démocratie.

Certains peuvent louer la tactique «réaliste» de Syriza tandis que d'autres lui reprochent de dévier de son programme socialiste. Cela n'est pas la question centrale. Plus important est ce qui a suivi Thessalonique - un exemple classique de la dépendance dans cette voie. Malgré les analyses - discussions menées tout au long des étapes de cette voie (identification d'«erreurs» et de «fautes») et de nouvelles révélations intéressantes sur les événements et les menaces, il faut admettre que, depuis qu'il a cédé initialement à la troïka dans les négociations post-électorales, puis lors des rachats successifs jusqu'à sa déroute ultime et sa capitulation, Syriza a suivi la trajectoire familière de la social-démocratie. Et, c'est bien sûr, aussi, la voie suivie plus tôt par le PASOK, qui avait également promis la démocratie sociale et avait fini par faire respecter le néolibéralisme et l'austérité que Syriza a maintenant accepté. Pour cela, le gouvernement Syriza a ajouté l'étape unique appelant à un référendum populaire contre les propositions d'austérité et ensuite niant le NON du peuple grec.

Bien sûr, Syriza (comme PASOK avant lui) fait face à une situation très difficile quand il en vient aux relations avec ses créanciers européens - surtout compte tenu de son engagement à rester dans la zone euro. Mais il y a toujours des choix. Dans un discours à Cuba en 2004, je proposai «lorsque le capital se met en grève, il y a deux choix, lui donner ou s'y déplacer." Malheureusement, je l'ai noté, "lorsque le capital fait la grève, la réponse social-démocrate est de lui donner ", et le résultat est de renforcer la logique du capital [2]

Par la suite, dans un échange privé avec un militant Syriza en mai 2013, je suis retourné à cette remarque et ai écrit : «lorsque les forces organisées du capital financier de l'Union européenne exigent le sacrifice de la classe ouvrière de la Grèce (et pas seulement de la Grèce mais aussi du Portugal, de l'Espagne, etc.) et ont le pouvoir en vertu de l'ensemble existant des institutions, il y a deux choix : donner ou en sortir. Et, alors que ces options peuvent être brouillées dans l'esprit à la fois des masses et du leadership Syriza, et que la crise continue, la danse intelligente du leadership de Syriza sera de moins en moins convaincante."

Quel objectif aurait été approprié ensuite après la sortie ? "Aurais-je appelé pour un départ immédiat de l'euro? Ce ne serait pas très sage, "je l'ai soutenu," par rapport à une alternative d'ouvrir les livres afin d'assurer l'imposition "équitable", l'annulation de la dette, les contrôles des capitaux, la nationalisation des banques, etc., -c'est-à-dire, des politiques qui seraient clairement présentées comme des politiques dans l'intérêt de la classe ouvrière, les politiques de classe. Cela aurait inévitablement créer un état dans lequel rester dans la zone euro ne serait pas possible ou, en effet, permis. Mais, ensuite, le départ ne serait pas le fait de la présentation d'un drapeau national, mais plutôt le résultat de la politique de lutte de classe. En

bref, je pense qu'à la fin, cela entraînerait nécessairement le départ de l'euro et je pense que cela aurait dû être prévu et planifié ".

Comme il est apparu constamment (à la fois à ses amis et à ses ennemis), la direction de Syriza était déterminée à ce que la Grèce ne sorte pas de la zone euro et, surtout, elle s'est engagée à faire tout son possible pour empêcher cette sortie. Donc, il a cédé (*donné*), mais avant que l'euro n'abandonne la Grèce.

Une autre voie est possible

Tout pays qui remettrait en cause le néolibéralisme va inévitablement faire face aux armes diverses du capitalisme international. La question centrale alors est donc de savoir si un gouvernement « a la volonté de mobiliser la population au nom d'une politique qui réponde aux besoins des gens ».[3] Et ce fut la question que je posais à propos de Syriza en 2013: "Est-ce que les positions prises par les dirigeants de Syriza (par exemple la forte réticence à abandonner l'euro, le retour en arrière apparent sur l'annulation de la dette [négociation], etc.) favorisent ou affaiblissent les mouvements de la base ? Mon inquiétude, comme vous pouvez le deviner, est que ce dernier cas de figure est le vrai ".

Malheureusement, cela est vrai. Un gouvernement peut gagner la bataille contre le néolibéralisme, je l'ai soutenu en 2004, mais seulement si il est "prêt à rompre idéologiquement et politiquement avec le capital, et uniquement si il est prêt à faire des mouvements sociaux les acteurs de la réalisation d'une théorie économique basée sur le concept des capacités humaines. "Si il n'est pas cela," un gouvernement inévitablement décevra et démobilisera tous ceux qui recherchent une alternative au néolibéralisme ; et, une fois de plus, le résultat immédiat sera la conviction qu'il n'y a pas d'alternative."[4] Le gouvernement Syriza n'était pas prêt à rompre idéologiquement et politiquement avec le capital, et il n'a pas été préparé pour mobiliser les masses.

Il y a toujours des choix. Nous pouvons prendre le chemin de "défaites sans gloire" (Badiou) caractéristique de la social-démocratie ou nous pouvons aller dans le sens de la démocratie révolutionnaire qui renforce les capacités de la classe ouvrière.

La démocratie révolutionnaire embrasse, en son cœur, la notion centrale de pratique révolutionnaire-". La coïncidence du changement des circonstances (*contextes*) et de l'activité humaine ou auto-changement" Elle commence, en bref, en saisissant le «maillon essentiel» du développement humain et de la pratique que Marx a constamment souligné. La démocratie révolutionnaire reconnaît que chaque activité dans laquelle les gens s'engagent la constitue. Ainsi, il existe deux produits dans chaque activité - le changement du contexte ou des choses et la production (*création*) humaine.

Reconnaître l'importance de ce «second produit», le produit de l'activité (*la création*) humaine, est absolument essentiel pour un gouvernement qui est sérieux au sujet de la construction du socialisme, car il souligne la nécessité de renforcer les capacités de la classe ouvrière.

Dans un article écrit pour Chavez en Décembre 2006, je lui demandais :

"Quel signifie reconnaître ce processus de production des gens explicitement?

Premièrement, il nous aide à comprendre pourquoi les changements doivent se produire dans tous les domaines - à chaque instant où les gens agissent dans de vieilles relations avec la reproduction de vieilles idées et attitudes.

<http://www.socialistproject.ca/bullet/1149.php> autres sites : <http://links.org.au/node/4538>
<https://www.popularresistance.org/social-democracy-or-revolutionary-democracy-syriza-us/>

Travaillant sous relations hiérarchiques, fonctionnant sans la capacité de prendre des décisions dans le lieu de travail et de la société, mettant l'accent sur l'intérêt personnel plutôt que sur la solidarité au sein de la société - ces activités produisent les gens sur une base quotidienne ; il est la reproduction du conservatisme de la vie quotidienne.

"Conscient de cette seconde facette (de l'activité humaine), cela nous permet également de nous orienter sur la mise en place de mesures concrètes, qui prennent explicitement en compte l'effet de ces mesures sur le développement humain.

Ainsi, à chaque étape deux questions doivent être posées :

(1) Comment cela intervient sur le changement du contexte (les circonstances)

(2) comment cela aidera à la production de sujets révolutionnaires, et augmentera leurs capacités » [5] ?

Malgré tout ce qui a eu lieu, la démocratie révolutionnaire est encore une voie ouverte au gouvernement Syriza. En tant que gouvernement, il peut introduire des mesures qui peuvent aider à produire des sujets révolutionnaires et à libérer les énergies créatrices des masses. En outre, il peut utiliser son pouvoir en tant que gouvernement, non seulement pour soutenir le développement d'un nouvel état à partir de la base, mais aussi pour veiller à ce que l'état actuel (avec ses pouvoirs policier, judiciaire, militaire, etc.) ne soient pas sous le commandement direct du capital. Ce sont des possibilités pour Syriza encore au gouvernement, et il serait tragique si son histoire devait se terminer comme une défaite sans gloire.

Mais, comme le démontre l'histoire du PASOK, ce ne serait pas la première fois pour une telle fin. C'est ce qui rend le dénouement de Syriza un « moment d'enseignement » particulier. Nous pouvons apprendre à la fois de l'engagement de Syriza et de sa trajectoire qui s'en est suivi – en même temps que de la manière dont son implication directe dans les luttes démocratiques révolutionnaires des mouvements sociaux l'a conduit à être une importante force politique, et aussi du fait qu'il ait refusé de rompre idéologiquement et politiquement avec le capitalisme laissant seulement les keynésiens de diverses allégeances négocier les termes de sa reddition, entraînant la déception des masses.

Certes, il y a ici une leçon pour les gouvernements futurs (et peut-être même le gouvernement actuel Syriza) - la nécessité absolue d'apprendre à marcher sur deux jambes.

Mais il y a aussi une leçon pour nous - ceux d'entre nous sans le luxe actuel de gouvernement. Un parti socialiste doit aussi marcher sur deux jambes. Bien sûr, il doit lutter pour prendre l'état actuel du capital de telle sorte que l'Etat puisse servir les besoins de la classe ouvrière plutôt que ceux du capital.

Cependant, il doit aussi "promouvoir par tous les moyens possibles de nouvelles institutions démocratiques, de nouveaux espaces dans lesquels les gens peuvent développer leurs compétences par leur créations."

Grâce au développement des conseils communaux et des conseils ouvriers (cellules essentielles du nouvel Etat socialiste), la classe ouvrière développe ses capacités et sa force pour changer le capital et l'ancien état. [6]

La leçon de Syriza devrait être de ne jamais oublier la notion de pratique révolutionnaire - le changement simultané des circonstances et de l'activité humaine ou auto-changement. Il n'est jamais trop tard pour se la rappeler et l'appliquer... et jamais trop tôt. •

Michael A. Lebowitz est professeur émérite d'économie à l'Université Simon Fraser, en Colombie-Britannique. Son dernier livre est « *The Contradictions of "Real Socialism"*. »

<http://www.socialistproject.ca/bullet/1149.php> autres sites : <http://links.org.au/node/4538>
<https://www.popularresistance.org/social-democracy-or-revolutionary-democracy-syriza-us/>

Notes:

1. Voir la discussion sur l'ancien état et le nouvel état de Michael Lebowitz, *Building Socialism for the 21st Century: the Logic of the State*, the Fourth Annual Nicos Poulantzas Memorial Lecture, 8 December 2010 (publié par l'Institut Poulantzas en 2011). Cette conférence est apparue dans une version élargie "[The State and the Future of Socialism](#)" in the *Socialist Register 2013*, et est inclus dans le chapitre 10 de mon nouveau livre, *The Socialist Imperative: from Gotha to Now* (Monthly Review, 2015).
2. Cet exposé, présenté à la Conférence annuelle de la mondialisation à La Havane en Février 2004, a été publié en Michael A. Lebowitz, *Build it Now: Socialism for the 21st Century* (Monthly Review Press, 2006), 39.
3. Lebowitz, *Build it Now*, 40.
4. Lebowitz, *Build it Now*, 42.
5. "Proposing a Path to Socialism : Two Papers for Hugo Chavez" "*Proposition d'une voie vers le socialisme : Deux documents pour Hugo Chavez*" est reproduit au chapitre 5 *The Socialist Imperative*..
6. Voir la discussion du parti socialiste et sa relation avec les mouvements sociaux et les luttes dans "End the System," chapitre 11 dans *The Socialist Imperative*.

Traduction pour socialgerie
Septembre 2015